



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable

Luxembourg, le 10 FEV. 2021

Monsieur Emil Bourg-Biver
2, rue Nic Grang
L-8610 BUSCHRODT

N/Réf.: 95110

V/Réf.: It-191118-003

La Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Vu la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et ses règlements d'exécution du 1^{er} août 2018 ;

Vu la demande et les annexes du 23 décembre 2019 de la part de Best Ingénieurs-Conseils pour le compte de M. Emil Bourg-Biver ayant pour objet une destruction au sens de l'article 17 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles dans l'intérêt de la modernisation de la centrale électrique sur des fonds inscrits au cadastre de la commune de BETTENDORF: section B de MOESTROFF, sous les numéros 1441/1939, 1494/1943, 1508/2347, 1508/2348, 1510/1038, 1510/1039 et 1514/2172 ;

Vu l'ajoute du bureau Best Ingénieurs-Conseils en date du 14 octobre 2020 ;

Arrête :

Article 1.- Le requérant désigné ci-avant est autorisé à effectuer une destruction au sens de l'article 17 de la prédite loi du 18 juillet 2018 sur les parcelles cadastrales susmentionnées dans le respect des conditions définies par le présent arrêté.

Article 2.- Le bilan écologique soumis par le requérant portant référence 2019_00722-Bettendorf modifié le 8 octobre 2020 fait état d'une destruction au sens de l'article 17 de la prédite loi du 18 juillet 2018 de 11.430 éco-points à compenser.

Article 3.- Le déficit total à compenser est de 11.430 éco-points.

Le requérant est autorisé à débiter cette valeur du registre prévu à l'article 66 de la prédite loi du 18 juillet 2018 moyennant paiement d'une taxe de remboursement à hauteur de EUR 11.430 (onze mille quatre cent trente euros) sur le compte de l'Etat tel que précisé sur le formulaire intitulé « taxe de remboursement » annexé à la présente.

Article 4.- La présente autorisation ne prend effet qu'après le règlement de l'intégralité de la taxe de remboursement définie à l'article 3.

Article 5.- Les travaux sont réalisés sur des terrains inscrits au cadastre de la commune de BETTENDORF: section B de MOESTROFF, sous les numéros 1441/1939, 1494/1943, 1508/2347, 1508/2348, 1510/1038, 1510/1039 et 1514/2172, selon la demande et aux plans soumis.

Article 6.- La surface à défricher est à identifier sur le terrain et à réceptionner par les représentants de l'Administration de la nature et des forêts, et ceci avant le commencement des travaux.

Article 7.- Les travaux de défrichement et/ou débroussaillage se font pendant la période entre le 1^{er} octobre et fin février. Le préposé de la nature et des forêts (M. Jo André, tél : 621 202 100) est averti avant le commencement des travaux.

Article 8.- La végétation ligneuse destinée à rester sur place est protégée pendant la phase chantier par une clôture fixe afin d'éviter tout endommagement de leur système racinaire et de leur partie aérienne.

Article 9.- Toute destruction, réduction ou détérioration de biotopes protégés ou habitats visés par l'article 17 de ladite loi du 18 juillet 2018 non reprise sur le bilan écologique soumis doit faire l'objet d'une demande d'autorisation à part, y compris une identification précise des biotopes protégés et habitats à faire élaborer par une personne agréée en la matière ainsi qu'une évaluation des éco-points conformément à ladite loi du 18 juillet 2018 et de son règlement d'exécution du 1^{er} août 2018.

Article 10.- Les travaux visant le barrage et le canal d'alimentation en amont de la centrale, ainsi que le canal du retour vers la Sûre se limitent aux abords du canal existant actuellement. Tout agrandissement reste interdit.

Article 11.- Tous les travaux sont réalisés en étroite collaboration avec l'Administration de la gestion de l'eau et bénéficient des autorisations nécessaires.

Article 12.- Toutes précautions sont prises afin d'éviter une pollution des eaux, ainsi que des terres ou du fonds du lit des eaux en général. Ceci concerne autant la phase de construction ainsi que la phase de l'exploitation de la centrale.

Article 13.- Toute pollution éventuelle découverte doit être signalisée sans délai à l'Administration de la nature et des forêts.

Article 14.- Toutes les précautions sont prises afin que des pollutions des eaux sont impossibles, même au moment de grandes crues de la Sûre.

Canal d'entrée

Article 15.- Avant tous travaux de vidange du canal d'entrée ou du barrage, celui-ci est vidé, et toute la faune aquatique présente est remise dans le lit de la Sûre à l'état vivant.

Article 16.- Il est interdit de faire, dans le lit du cours d'eau ou aux abords, des dépôts de matériaux de destruction, décombres ou autres, pouvant entraver, polluer ou compromettre l'écoulement des eaux.

Article 17.- Les travaux sont réalisés entre le 15 août et le 30 novembre, en dehors de la période de reproduction et de repos des espèces de la faune aquatique pour ne pas trop perturber ce milieu.

Article 18.- Le canal d'accès en amont ne peut être abaissé d'une hauteur supérieure à 1 mètre par rapport au niveau actuellement existant.

Article 19.- En ce qui concerne le barrage de protection contre les crues hautes, ceci ne dépasse pas la largeur de 5 mètres, ni une hauteur de 2,50 mètres.

Article 20.- L'accès sur ce chantier ne peut se faire que par une tranchée provisoire de voirie réalisée en concassé de pierres naturelles de la région. Tout emploi de matériel de recyclage ou similaire reste interdit. Ce chemin d'accès est enlevé après l'installation du barrage, et les terrains sont remis dans leur pristin état.

Bâtiment technique et Centrale hydroélectrique

Article 21.- Les matériaux de déblai de l'ancien bâtiment sont soit réutilisés sur place, soit déposés sur une décharge dûment autorisée. Tout dépôt, même temporaire sur le site reste interdit.

Article 22.- De façon générale, la centrale doit être installée dans le cours d'eau de façon à ne pas porter préjudice à la faune et à la flore aquatique.

Article 23.- L'accès à la turbine hydrodynamique est protégé par une grille fixe et inamovible dont les barreaux sont espacés de 2 cm maximum, installés horizontalement, conformément au règlement ministériel du 28 octobre 1981 concernant les dispositifs dont doivent être dotées certaines installations pour empêcher le passage des poissons.

Article 24.- L'application de peinture, l'emploi de tout matériau reluisant ainsi que le revêtement en PVC et fibrociment aux parties extérieures sont interdits.

Article 25.- Les pignons et les parois latérales du bâtiment technique sont revêtues dans la partie supérieure, c.-à-d. à partir d'une hauteur d'un mètre à partir du sol jusqu'au toit, de bois. Les portes sont réalisées en bois avec cadre métallique. Le bois est mis en œuvre soit à l'état naturel, c'est-à-dire non raboté et non traité. Le bois utilisé pour les portes est le même que celui utilisé pour les parois. En cas d'une mise en œuvre de bois à l'état naturel, les essences recommandées sont le chêne, le douglas ou le mélèze.

Article 26.- La toiture de la construction est réalisée en tuiles ou en tôle de couleur gris ardoise.

Pont et Chemins d'accès

Article 27.- Tous les chemins d'accès sont réalisés en concassé naturel. L'emploi de concassé de recyclage reste interdite.

Article 28.- La largeur des chemins ne peut dépasser la largeur de 3,50 mètres.

Article 29.- Le pont ainsi que les installations techniques sont clôturées de façon à ce qu'aucun accident ne peut survenir.

Canal de Sortie

Article 30.- Le canal de sortie doit s'intégrer de façon harmonieuse dans le terrain naturel. Les berges visibles de l'extérieur du bassin ne peuvent dépasser un remblai/déblai d'une hauteur d'un mètre.

Article 31.- Le canal de sortie ne peut être abaissé à une profondeur supérieure à 30 cm par rapport au niveau actuel.

Article 32.- Il ne peut pas présenter une largeur supérieure à 11 mètres.

Article 33.- En vertu de l'article 60, paragraphe 2, dernier alinéa, de la prédite loi du 18 juillet 2018, vous êtes tenus d'afficher l'autorisation aux abords du chantier pendant 3 mois dès réception de la présente. Le délai de recours devant les juridictions administratives court à l'égard des tiers à compter du jour où cet affichage est réalisé.

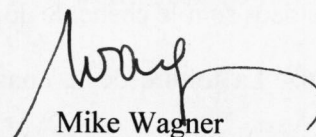
Article 34.- Contre la présente décision, un recours en annulation peut être interjeté auprès du Tribunal administratif. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de 3 mois à partir de la notification de la présente décision par requête signée d'un avocat à la Cour.

La présente autorisation expirera dès que l'utilisation énergétique de cette station aura cessé. A ce moment les constructions seront enlevées, et le site sera remis dans son pristin état.

La présente vous est accordée sans préjudice d'autres autorisations et du droit de superficie éventuellement requis.

Toute modification par rapport au bilan écologique et aux mesures compensatoires soumis doit faire l'objet d'une nouvelle autorisation.

Pour la Ministre de l'Environnement,
du Climat et du Développement durable



Mike Wagner
Premier Conseiller de Gouvernement

Copies pour information :

- Arrondissement CENTRE-EST
- Commune de BETTENDORF



Luxembourg, le 10 FEV. 2021

Taxe de remboursement

Vu la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

Vu le règlement grand-ducal du 1^{er} août 2018 déterminant la valeur monétaire des éco-points;

Vu la décision ministérielle portant référence 95110 de ce jour;

Considérant le bilan écologique portant référence 2019_00722-Bettendorf du 08.10.2020;

Vu ce qui précède, vous êtes autorisés à débiter 11.430 éco-points du registre prévu à l'article 66 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, ceci moyennant virement de la somme de

11.430,00 €

sur le compte bancaire CCPLLULL IBAN LU53 1111 7126 2159 0000

du bénéficiaire : TS-CE MDDI Environnement
mesures compensatoires
L-2918 Luxembourg

avec la communication: 95110/2019_00722-Bettendorf

Le virement de cette somme doit avoir lieu avant le commencement des travaux de destruction, de réduction ou de détérioration de biotopes protégés, des habitats d'intérêt communautaire et/ou des habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquelles l'état de conservation a été évalué non favorable et au plus tard dans les trois mois de la signature de la présente, qui devient caduque en cas de non-respect de ce délai. Les frais bancaires sont à charge du requérant.

Contre la présente décision, un recours en annulation peut être interjeté auprès du Tribunal Administratif. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de 3 mois à partir de la notification de la présente décision par requête signée d'un avocat à la Cour.

Pour la Ministre de l'Environnement, du
Climat et du Développement durable

Mike Wagner
Premier Conseiller de Gouvernement